

**M. David Belliard**

Président du Groupe Écologiste de Paris

**M. Patrick Ollier**

Président de la Métropole du Grand Paris

*Paris, le 19 avril 2018*

Objet : Mobilisation pour l'accueil des migrant-es.

Monsieur le Président,

Vous le savez, depuis plus de trois mois, le campement de la Porte de la Villette à Paris, près du centre commercial du Millénaire, prend une ampleur considérable. Il compterait aujourd'hui entre 1200 et 2000 personnes, dont des familles avec de jeunes enfants et des mineurs isolés. La plupart d'entre eux sont originaires de la corne de l'Afrique (Soudan, Érythrée, Somalie, Somaliland ou Puntland), une région en conflit dont la communauté des ressortissants, migrant en Europe depuis plusieurs années, n'envisage généralement pas de retour. Ils ne sont pas expulsables car les gouvernements ne sont pas reconnus par la communauté internationale (Somaliland et Puntland), ou que les pays sont en guerre (Soudan, Érythrée, Somalie). Plusieurs centaines de personnes vivent également dans des tentes le long du canal Saint Martin. Ces campements s'ajoutent à, ceux, nombreux, que notre ville a connu depuis maintenant près de cinq ans, principalement dans l'Est de la capitale.

Tous résultent de l'afflux d'arrivants, qui pour beaucoup fuient les guerres civiles, des régimes autoritaires ou dictatoriaux, et de l'absence de réponses suffisantes en termes de prise en charge et d'hébergements pérennes de la part de l'État.

Depuis un mois, la Maire de Paris, avec l'ensemble des groupes de la majorité municipale, dont les écologistes sont partie prenante, interpelle le gouvernement pour qu'il organise une mise à l'abri de ces centaines de personnes qui vivent dans d'effroyables conditions sanitaires. Des cas de tuberculose et de gale, maladies très contagieuses, ont même été signalés. La Ville de Paris a mis à disposition un accès à l'eau et des sanitaires, afin d'éviter l'aggravation de la situation, mais c'est encore insuffisant. Les besoins de première nécessité (accès à l'eau, aux sanitaires, aux douches et à l'alimentation) sont encore très importants. Et comment ne pas parler des habitantes et des habitants de Paris, et notamment celles et ceux vivants dans les quartiers populaires de l'Est de la capitale, confronté-es depuis des années à une situation intolérable ? Si la solidarité dont ils font preuve à l'égard des migrantes et des migrants est exemplaire, elle ne peut nous défausser en tant qu'institution de la nécessité et de l'urgence d'agir.

Car oui, il est urgent d'agir.

**En tant que Président de la Métropole du Grand Paris, vous avez une responsabilité importante dans le règlement de cette situation.** Même si la compétence ne relève pas encore de l'institution que vous présidez, elle pourrait y être intégrée dans le cadre des discussions sur le Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement. Mais, vous l'avez compris, cette question ne relève pas de la seule répartition de compétences administratives, mais bien d'une mobilisation générale ; d'une réponse à l'urgence qui nous engage toutes et tous.

Depuis 2015, la Ville de Paris a ouvert des places d'hébergement, bien que cette responsabilité ne relève pas de sa compétence. Concernant le campement spécifique dit du Millénaire, la Maire de Paris a déjà indiqué à plusieurs reprises à la Préfecture la disponibilité de terrains pour organiser cette mise à l'abri. Pourtant, rien n'a encore été fait.

Notre groupe politique est engagé pour que les solutions soient à la hauteur des besoins. Mais nous avons besoin que l'ensemble des parties prenantes du territoire se mobilise, chacun à son niveau : dans les arrondissements, à Paris mais également dans tous les territoires de la métropole.

**Monsieur le Président, nous vous appelons dès maintenant à agir.** En incitant les collectivités membres de la Métropole du Grand Paris à proposer leur foncier disponible pour créer des places d'hébergements, en mettant des moyens fonciers et sanitaires pour assurer un accueil d'urgence à ces populations sur l'ensemble du territoire métropolitain. Enfin, en vous associant aux voix nombreuses qui s'élèvent pour un accueil digne des migrant-es, comme le fait Jacques Toubon, le Défenseur des Droits, pour redonner tout son honneur à la tradition d'accueil de notre pays.

Au nom des élu-es de mon groupe politique, je vous remercie par avance de l'attention que vous accorderez à notre demande et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

*David Belliard*



*Copies envoyées à :* **M. Pierre Bedier**, Président du Conseil départemental des Yvelines ; **Mme Marie-Christine Cavecchi**, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise ; **M. Patrick Devedjian**, Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine ; **M. François Durovray**, Président du Conseil départemental de l'Essonne ; **M. Christian Favier**, Président du Conseil départemental du Val-de-Marne ; **Mme Anne Hidalgo**, Présidente du Conseil départemental de Paris, **M. Jean-Louis Thieriot**, Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne ; **M. Stéphane Troussel**, Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.